

## Revue de la presse palestinienne

Jeudi 8 octobre 2009

 <p>وكالة الأنباء الفلسطينية <b>Wafa</b> (Agence de presse)</p>	<p><b>La conseillère économique du Président français s'informe du plan d'exécution de la zone industrielle de Bethléem</b></p>
--	---

Une délégation française, menée par Valérie Hoffenberg, conseillère économique spéciale du Président Sarkozy, a visité hier la *Palestinian Industrial Estates and Free Zones Authority* (PIEFZA).




La délégation a rencontré Ahmed Hassasneh, président de PIEFZA, qui leur a fait une explication détaillée du plan d'exécution du parc industriel de Bethléem, dont la mise en œuvre a commencé au début du mois d'octobre.

Le Consul Général de France à Jérusalem, des membres de l'AFD ainsi que des architectes et conseillers palestiniens de PIEFZA ont assisté à l'entretien.

La France offrira les 15 millions de dollars nécessaires à la construction des infrastructures. Les travaux devraient durer 15 mois, selon Ahmed Hassasneh.

Le président de PIEFZA a en outre indiqué qu'une société privée franco-palestinienne serait créée pour promouvoir le développement de la zone de 20 hectares qui sera prête pour les investisseurs palestiniens au début de l'année 2011.

La délégation s'était rendue auparavant sur le site de la zone industrielle pour constater l'avancée des travaux.

 <p>القدس Al Quds - page 24 -</p>	<p><b>Une responsable française œuvre pour le succès de la Zone industrielle de Bethléem</b></p> <p><b>Le Consul Général de France rappelle le soutien de son pays à un Etat palestinien viable économiquement et qui jouisse d'une continuité géographique</b></p>
 <p>وكالة الأنباء الفلسطينية <b>Wafa</b> (agence de presse)</p>  <p><b>Maan News</b> (agence de presse)</p>	<p><b>La France renouvelle sa condamnation de la colonisation et son soutien à la solution à deux états ainsi qu'aux efforts de construction du futur Etat palestinien</b></p>

Valérie Hoffenberg, représentante spéciale de la France pour la dimension économique, culturelle, commerciale, éducative et environnementale du processus de paix au Proche-Orient, a affirmé hier, lors d'un entretien avec la presse locale au Consulat Général de France à Jérusalem et en présence du Consul Général, Frédéric Desagneaux, l'importance que revêtait le projet de parc industriel à Bethléem qui sera bientôt inaugurée. Il permettra notamment de développer l'économie palestinienne et de la faire connaître à l'étranger. Valérie Hoffenberg a soutenu que les Palestiniens étaient « de vrais partenaires économiques ».

Lors de cette rencontre, Valérie Hoffenberg a rappelé que sa mission était de soutenir le processus diplomatique et de montrer au peuple palestinien que le Président de la République française, le ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi que le peuple français se souciaient des intérêts quotidiens des Palestiniens.

La représentante du Président français a également indiqué que sa mission avait aussi pour but de faire aboutir le projet de zone industrielle pluridisciplinaire de Bethléem, décidé conjointement par les Présidents Sarkozy et Abbas.

Au cours de sa visite, Valérie Hoffenberg a rencontré le Premier ministre Salam Fayyad, le ministre de l'Economie Bassem Khoury, le représentant de la Fédération des Industries Palestiniennes et le comité de direction de la zone industrielle de Bethléem.

La représentante française a souligné que des progrès devaient être accomplis concernant le processus de paix, notamment sur les aspects politique et diplomatique. Cependant la situation « ne pouvait pas attendre » car il y avait des besoins urgents et que des solutions efficaces devaient être trouvées sur les questions essentielles en matière d'économie, de commerce, d'environnement et de culture. Elle a également insisté sur l'importance du secteur privé palestinien, qui suscitait son admiration pour sa volonté et sa capacité à se mobiliser malgré les difficultés.

Valérie Hoffenberg a déclaré qu'elle voulait rappeler ou faire connaître aux Israéliens les problèmes et les besoins de leur voisins palestiniens. Elle utilisera pour ce faire les moyens mis à sa disposition par la société civile. « Au lieu de construire des murs et poser des entraves, il faut construire des ponts entre les sociétés », a-t-elle déclaré.

Elle a émis le vœu que le parc industriel de Bethléem fournisse des opportunités d'emploi et de l'espoir pour les jeunes générations palestiniennes et qu'il contribue au développement de l'économie palestinienne. Elle a formulé le souhait que cette zone industrielle devienne le premier « éco-parc » du Moyen-Orient et qu'elle donne au monde une nouvelle image du peuple palestinien et de son économie.

Valérie Hoffenberg a indiqué que plusieurs entreprises et hommes d'affaire français étaient actuellement en train de prendre contact avec des hommes d'affaires palestiniens pour investir dans le parc industriel de Bethléem, suite à la visite du ministre palestinien de l'Economie et du président de la Chambre de commerce palestinienne à Paris, où ils se sont livrés à une présentation de l'économie palestinienne.

Il est aussi prévu que le parc industriel de Bethléem abrite des centres de formation, notamment pour les femmes, ainsi qu'une crèche afin de permettre aux employés de déposer leurs enfants avant d'aller au travail. Valérie Hoffenberg espère bientôt proposer d'autres projets dans les domaines de l'éducation et de la culture.

La représentante spéciale de la France travaille également avec le Consul Général de France à Jérusalem au développement de « l'initiative économique de Paris » qui permettra aux Palestiniens, aux Israéliens et aux Français, sur le modèle du forum économique d'Ankara, de réfléchir ensemble à des propositions pratiques pour développer l'économie de la région. Ces propositions pourraient éventuellement bénéficier du soutien du Président de la République française.

Valérie Hoffenberg a rappelé qu'elle était tout à fait consciente de l'impact des restrictions israéliennes sur le développement de l'économie palestinienne. Elle s'entretenait régulièrement avec les autorités israéliennes sur ce sujet et espérait obtenir de leur part des facilitations pour le transport des marchandises, la liberté de circulation et l'obtention, indispensable, de visas pour les hommes

d'affaires palestiniens. Elle devait précisément rencontrer le Président israélien, Shimon Peres, le vice-Premier ministre, Silvan Shalom, ainsi que des représentants du ministère de la défense afin d'aborder avec eux ces sujets vitaux pour les Palestiniens. Valérie Hoffenberg a rappelé qu'elle avait rencontré des responsables israéliens pour le parc industriel de Bethléem et avait obtenu leur aide et leur soutien pour ce projet.

Par ailleurs, la responsable française a affirmé qu'il fallait commencer, comme l'avait dit le Premier ministre Salam Fayyad, à fonder les bases d'un Etat palestinien malgré l'impact négatif indéniable de la colonisation et des restrictions israéliennes sur sa viabilité. Elle a ajouté qu'il était possible de développer l'économie palestinienne dès aujourd'hui. Elle avait d'ailleurs réussi à intéresser des groupes internationaux en Europe et au Canada sur des projets dans la région. Ceci était une première étape pour créer des emplois et montrer que les Palestiniens constituaient un partenaire économique et diplomatique pour la paix.

De son côté, le Consul Général de France à Jérusalem, Frédéric Desagneaux, a déclaré que la France soutenait la vision du Premier ministre palestinien Salam Fayyad exprimée dans son plan pour établir les bases d'un Etat palestinien. Parallèlement, elle entreprenait les efforts nécessaires auprès de tous les pays de la région pour relancer le processus de paix. Il a également rappelé que l'action de la France en Palestine visait principalement à renforcer les bases institutionnelles du futur Etat palestinien.

Le Consul Général a rappelé que la France condamnait la colonisation et soutenait l'établissement d'un Etat palestinien viable économiquement et qui jouisse d'une continuité territoriale. Il a rappelé que la France souhaitait que Jérusalem soit la capitale de deux Etats, comme l'avait déclaré le Président Nicolas Sarkozy à la Knesset.